



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 23 décembre 2015

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir - DDCSPP  
pour présentation à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages  
et des Sites, formation « carrières »**

INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'EXTENSION ET DE RENOUVELLEMENT D'UNE CARRIÈRE DE CALCAIRES MARNEUX

**SOCIÉTÉ GROUPE MEAC**

N° ICPE 3915

COMMUNE DE VILLEAU

Par lettre du 3 octobre 2014, Monsieur VILLEUDIEU Denis, agissant en qualité de *Head of operations* de la S.A.S. GROUPE MEAC dont le siège social est actuellement situé route de Saint-Julien à Erbray (44110), sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière et des installations de premier traitement fixes aux lieux-dits "Les Trois Muids", "L'Epinette" et "Pièce de la Ferme" sur le territoire de la commune de Villeau dans le cadre :

- du renouvellement de l'exploitation de la carrière actuelle sur 7ha, dont 4,7 ha exploitables ;
- de l'extension de la carrière sur une superficie de l'ordre de 17 ha, dont 11,3 ha exploitables ;
- d'une modification des conditions de remise en état de la carrière actuellement autorisée ;
- du maintien sur environ 2 ha d'une installation fixe de premier traitement des matériaux.

La prolongation de la durée d'exploitation est demandée pour une durée de 25 ans.

À cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 3 octobre 2014 complété le 22 janvier et le 21 mai 2015 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 19 juin 2015.

## **1 PRÉSENTATION DE LA DEMANDE**

### **1.1 La Société**

La société GROUPE MEAC, filiale d'OMYA S.A.S., a pour activités la production et la commercialisation de produits minéraux naturels à base de carbonate de calcium et de magnésium, essentiellement à destination de l'agriculture. Elle emploie 172 personnes.

La société GROUPE MEAC exploite en France 16 carrières en France et 10 usines de traitement. La société dispose d'un parc matériel adapté à ses activités et renouvelé régulièrement. La SAS dispose d'un chiffre d'affaires d'environ 61 911 k€ et d'un résultat net comptable de 405 k€ (exercice 2013).

### **1.2 Historique administratif**

L'exploitation actuelle et l'installation fixe de traitement sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1994 modifié pour une production annuelle maximale de 160 000 tonnes.

L'échéance est fixée au 28 septembre 2024.

Le périmètre actuellement autorisé est de 11,6 ha sur les parcelles section ZK n° 32 pour partie, 33 pour partie, ZO 41 (ex ZO 38) pour partie, ZO 44 pour partie (ex CR 17) et 45 pour partie (ex CR 17) du territoire de la commune.

Deux procès-verbaux de récolement partiels ont été établis suite à la remise en état de plusieurs parcelles :

- le 19 mars 2012 pour une surface de 8,81 ha concernant les parcelles section ZO n°41 (ex ZO n°38) ;
- le 07 octobre 2004 pour une surface de 23,9 ha concernant les parcelles section ZC n°4, 5, ZK n°20 pour partie, 32 pour partie, ZO n°44 pour partie (ex CR 17) et 45 pour partie (ex CR 17).

### **1.3 Localisation du site et du projet**

Les terrains concernés par la demande sont situés à 4 km au nord-est de Voves et à environ 25 km au sud de Chartres sur le territoire de la commune de Villeau.

La carrière est située aux lieux-dits « Les Trois Muids », « L'Epinette » et « Pièce de la Ferme ». L'emprise du projet reprend une partie de la carrière actuelle et comprend une extension sur les terrains localisés au sud de celle-ci au lieu-dit "Pièce de la Ferme" rapprochant la carrière à 500 m du hameau Bessay et à 900 m du centre-bourg de Villeau.

Les matériaux extraits après avoir été concassés et triés par classes granulométriques sont évacués régulièrement par bande transporteuse vers l'usine voisine de fabrication de carbonate.

Le pétitionnaire détient le droit d'exploiter le sous-sol par contrats de forage conclus avec les propriétaires des terrains à exploiter.

## 1.4 Nature et volume des activités

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Redevance
2510	1	A	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6	Extraction de calcaire marneux	Au maximum : 214 480 t/an, dont 130 000 t/an commercialisables  En moyenne : 204 480 t/an, dont 120 000 t/an commercialisables	4
2515	1	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW	Installation de premier traitement des matériaux : une trémie de réception, un extracteur avec scalpage, 2 cribles et un concasseur-broyeur	450 kW	0

Pour information, aucune activité ne relève de la nomenclature Eau.

## 1.5 Objet de la demande

La société GROUPE MEAC souhaite renouveler l'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert d'extraction de calcaire marneux sur 7 ha environ, étendre le périmètre exploité au sud-ouest des terrains actuellement exploités sur une superficie d'environ 17 ha, modifier les conditions de remise en état de la carrière actuellement autorisée et maintenir sur environ 2 ha l'installation fixe de premier traitement des matériaux.

La durée d'exploitation demandée est de vingt-cinq ans cadencée en cinq phases quinquennales.

### Emprise et caractéristiques

La superficie totale du périmètre de la demande est de 23 ha 34 a 90 ca dont 16 ha exploitables.

Les parcelles sollicitées sont situées en section cadastrée ZK n°32 pour partie, 33 pour partie ; section ZO n°44 pour partie, 45 pour partie, 41 pour partie et 46 pour partie ; section ZM n°40 pour partie sur le territoire de la commune de Villeau.

### Exploitation

La carrière exploite un gisement de calcaires marneux.

L'exploitation est réalisée à ciel ouvert, hors d'eau selon les étapes suivantes :

- Décapage des terres et des stériles de couverture ;
- Extraction du gisement ;
- Reprise et chargement par tombereaux vers l'unité de traitement ;
- Traitement du matériau dans l'unité fixe de scalpage, concassage, criblage ;
- Évacuation des matériaux traités vers l'usine voisine de Villeau par bandes transporteuses ;
- Remise en état coordonnée à l'extraction.

Les terres décapées par campagnes sont composées de terre végétale. Elles sont conservées intégralement en vue de la remise en état, elles sont donc stockées temporairement sous forme de merlons autour des zones d'extraction et en périphérie du site ou réutilisées directement pour la remise en état.

Les matériaux stériles (calcaires altérés ou argiles) sont décapés au boueur ou à la pelle pour être directement chargés dans des tombereaux pour évacuation vers les zones de remise en état ou stockage temporaire (si nécessaire).

Les extractions se font à la pelle hydraulique, sans recours aux explosifs. Les progressions d'extraction se font du nord-est vers le sud-ouest en 5 phases quinquennales d'exploitation d'un unique front d'une

hauteur moyenne de 11,5 m. Le fond de fouille est à une cote minimale de 127 m NGF.

Les matériaux bruts extraits sont chargés à la pelle hydraulique dans un tombereau. Les matériaux sont ensuite évacués dans l'installation fixe de scalpage-concassage-criblage implantée au nord de la parcelle.

Les matériaux traités sont ensuite envoyés vers l'usine voisine de Villeau par bandes transporteuses, sans stockage préalable au sol.

La remise en état des terrains consiste en un retour en terres agricoles après remblayage avec des stériles de la carrière (découverte et stériles de traitement) à 129 m NGF, un talutage des fronts entre 5° et 10° et un régalaie des terres de découverte sur 1 m.

La remise en état est coordonnée à l'avancement du front d'extraction. La durée d'exploitation de 25 ans inclut la phase de remise en état du site.

Le volume attendu du gisement exploitable est de 1 840 000 m<sup>3</sup> pour un gisement de 3 000 000 t soit 1 360 000 m<sup>3</sup>. La production annuelle est en moyenne de 120 000 tonnes avec un maximum autorisé de 130 000 tonnes.

## **1.6 Cadre administratif de l'instruction**

S'agissant d'une demande d'autorisation de renouvellement et d'extension de la carrière, la modification substantielle est soumise aux mêmes formalités que les demandes d'autorisation initiales visées à l'article R. 512-1 du code de l'environnement.

## **2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA ZONE D'EXPLOITATION**

### **2.1.1 Urbanisme**

La commune de Villeau n'est dotée d'aucun document d'urbanisme. C'est le règlement d'urbanisme national (RNU) qui s'applique. Le projet est donc compatible.

### **2.1.2 Schéma départemental des carrières**

Le projet est compatible avec les dispositions du Schéma Départemental des Carrières d'Eure-et-Loir en vigueur, approuvé par arrêté préfectoral du 28 novembre 2000.

### **2.1.3 SDAGE LOIRE-BRETAGNE**

Le pétitionnaire indique que le projet n'a pas d'incidence sur les objectifs du SDAGE du bassin LOIRE-BRETAGNE approuvé le 18 novembre 2009.

### **2.1.4 Monuments historiques**

Aucun monument historique, site classé ou inscrit n'est présent à moins de 500 mètres de l'exploitation.

### **2.1.5 Patrimoine naturel**

Le projet est en dehors de zonages biologiques, mesures de gestion ou de protection du milieu naturel ou du paysage tels que ZNIEFF, Natura 2000, Site d'Intérêt Communautaire,...

L'emprise du site se trouve à 3 km au plus près de la ZPS « Beauce et vallée de la Conie » n° FR2410002 classée en avril 2006.

## **3 MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE : Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire**

### **3.1 Sites et paysages**

Le secteur d'exploitation est à vocation agricole dans un environnement à topographie relativement plane marqué par la plaine de Beauce. Pour favoriser les pratiques agricoles et faciliter l'intégration paysagère, la pente des bordures des parcelles remises en état est réalisée sans dépasser les 10°.

Le bosquet situé au sud-est de l'emprise est conservé.

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions prescrites aux articles 2.4.1 et 2.4.3.2 du projet d'arrêté préfectoral.

### **3.2 Patrimoine culturel et historique**

Les monuments historiques inscrits ou classés sont :

- L'église Saint-Jean (site classé le 29 juin 1966), située à Villeau à environ 850 m au sud-est du site ;
- A plus de 2 km du site : le château de Reverseaux sur la commune de Rouvray-Saint-Florentin (site inscrit aux monuments historiques), l'ancien camp d'internement à Voves (site inscrit aux monuments historiques) et l'église de la Folie-Herbault sur la commune de Fains-la-Folie (site classé).

Le dossier évalue que le secteur d'étude est riche en vestiges ou présomptions de présence de vestiges archéologiques. Deux dolmens du néolithique « La Pierre aux Grès » et « Pierre de Roinville » et la voie romaine « Le chemin de César » en limite est de la commune sont les seuls vestiges mis à jour. Le pétitionnaire indique qu'aucun vestige n'est sur la zone projetée. Ce potentiel archéologique local sera pris en compte par l'application des dispositions réglementaires sur l'archéologie préventive.

Un diagnostic archéologique sera réalisé par la DRAC Centre-Val de Loire avant la mise en exploitation.

### **3.3 Eau**

#### **Eaux superficielles**

Le pétitionnaire indique qu'aucun cours d'eau n'est présent sur le territoire de Villeau.

Les cours d'eau les plus proches sont le Loir et La Conie, dont les lits sont situés respectivement, par rapport au projet, à environ 15 km à l'ouest et 10 km au sud.

#### **Eaux souterraines**

La nappe souterraine concernée par le projet est celle de la Craie. Elle est semi-captive sous les argiles à silex.

Le site se trouve en zone de répartition des eaux (ZRE) Nappe de Beauce, Nappe de l'Albien et du Néocomien et bassin de la Conie, à l'amont de la confluence avec le Loir.

#### **Consommations d'eau**

L'eau potable est fournie en bouteilles.

L'exploitation de la carrière ne nécessite pas l'utilisation d'eau.

#### **Rejets**

Aucun rejet d'eau n'est prévu.

#### **Mesures de prévention / protection**

L'exploitant propose les mesures suivantes de prévention et de protection :

> La réserve d'huiles présente dans le bungalow de l'aire des installations dispose de l'ensemble des équipements nécessaires (bac de rétention, sol étanche...).

> Le ravitaillement est assuré, sous le contrôle d'un opérateur, par un camion citerne spécialisé, ou par un système d'aspiration de la pelle dans le réservoir double enveloppe du tombereau au-dessus d'un bac étanche de rétention amovible avec tuyau et raccord étanche et en présence de produits absorbants. Le stockage d'hydrocarbures n'est pas autorisé.

> En cas de fuite accidentelle, des kits anti-pollution sont disponibles sur le site.

> Les engins sont régulièrement entretenus. Il n'y a pas d'entretien sur le site.

> Il n'y a pas de lavage d'engin sur le site.

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions prescrites à l'article 7.4.5 du projet d'arrêté préfectoral.

### **3.4 Air**

La principale source de pollution de l'air identifiée dans l'étude d'impact est l'émission de poussières. Celles-ci sont principalement générées par la circulation des véhicules sur les pistes de l'exploitation et par les installations de traitement.

Pour éviter les envols de matériaux, les émissions sont confinées dans la fouille compte tenu de l'implantation des matériels de traitement, des activités de chargement et de circulation des tombereaux en fond de fouille. Les installations de traitement sont bardées et les tapis capotés. Les matériaux traités sont évacués vers l'usine de Villeau par bande transporteuse capotées, non génératrice de poussière.

Le pétitionnaire prévoit des modalités d'exploitation afin d'éviter les poussières liées telles que la gestion au sol des stocks de stériles, le chargement à la pelle juste au-dessus du tombereau, le déversement du tout-venant juste au-dessus de la trémie de réception.

Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement, composé à minima de 4 plaquettes, est mis en place. Une campagne de mesure est à effectuer tous les ans, en période sèche et d'activité représentative.

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions prescrites aux articles 8.1.4, 8.3.1 et 9.2.1.1 du projet d'arrêté préfectoral.

### **3.5 Bruit**

Le dossier présente une activité dans les plages horaires de 7 heures à 20 heures, 5 jours par semaine. L'installation est susceptible de fonctionner exceptionnellement jusqu'à 22 heures dans la période de juin à septembre, pendant les jours ouvrables.

Le dossier recense les habitations les plus proches :

- à 500 m au sud de l'extraction, dans le hameau de "Bessay" ;
- à 750 m au sud-ouest à la première maison du bourg de la commune de Villeau.

L'étude acoustique de simulation des émergences sonores évalue que les émergences seront respectées en ZER. L'exploitant propose un suivi régulier des niveaux sonores.

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions prescrites au chapitre 6.2 du projet d'arrêté préfectoral.

### **3.6 Déchets**

Les déchets générés par l'activité sont des déchets issus de l'activité extractive : terres de découverte et stériles d'exploitation. Les terres de découverte sont stockées sous forme de merlons périphériques et les stériles sont utilisés en remblais.

Aucun autre déchet n'est produit par la carrière.

### **3.7 Trafic routier et voirie**

L'évacuation des matériaux produits par la carrière ne génère aucun trafic routier. Le transfert se fait par convoyeur vers l'usine voisine de valorisation et de transformation en carbonates.

L'usage de liaison du CR17 entre la carrière et l'usine pour les engins est régit par une convention avec la commune de Villeau.

Il n'y a aucun impact direct sur la voirie publique et le trafic.

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions prescrites à l'article 2.3.5 du projet d'arrêté préfectoral.

### **3.8 Distances de sécurité**

Selon le pétitionnaire, aucune canalisation du réseau d'eau potable ou d'assainissement n'est affectée par les travaux d'extraction de la carrière.

Aucune servitude d'ordre aéronautique, radioélectrique ou militaire n'est à signaler au droit des terrains du projet de carrière.

Aucune ligne téléphonique ou électrique n'est concernée par le projet.

Aucune canalisation de gaz n'est touchée par l'exploitation de la carrière. Les contraintes liées à la présence de l'oléoduc Donges-Melun-Metz qui passe en limite nord de la carrière actuelle ont été

gérées pour l'exploitation dans le cadre de l'autorisation en cours. Le projet d'extension est éloigné d'au moins 350 m de l'oléoduc.

### **3.9 Faune et flore**

Conformément aux dispositions de l'article L. 414-4 du Code de l'environnement, une évaluation des incidences NATURA 2000 a été réalisée en février 2014 et annexée au dossier de demande.

L'étude écologique réalisée par l'ENCEM conclut une sensibilité biologique globale de niveau « faible » à l'ensemble de l'aire d'étude. Il apparaît que les enjeux relatifs aux espèces protégées sont très réduits et ne justifient pas le dépôt d'une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèce protégée.

Afin d'éviter toute destruction d'oiseaux nichant au sol, les travaux de décapage sont réalisés en dehors de la période de nidification et d'élevage des jeunes oiseaux, celle-ci s'étendant du mois d'avril au mois de juillet inclus.

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions prescrites à l'article 9.4.3 du projet d'arrêté préfectoral.

### **3.10 Effets du projet sur la santé humaine**

L'évaluation des risques sanitaires liés à l'exploitation de la carrière n'identifie pas d'impact sanitaire sur la population vivant en périphérie du site.

### **3.11 Notice hygiène et sécurité**

Des dossiers de prescriptions sont établis et communiqués au personnel et une visite régulière de la carrière est faite par un organisme agréé pour la prévention en matière d'hygiène et de sécurité.

Le personnel est informé des mesures visant la sécurité et est équipé des protections adéquates.

Les vestiaires et sanitaires sont mis à disposition des salariés sur l'usine existante.

### **3.12 Remise en état du site**

La remise en état est réalisée par un remblayage partiel avec une dépression régulière (pente de 5° à 10°) en continuité avec les terrains aux abords pour un retour à une cote de 130 mètres NGF. Les terres ont ensuite vocation initiale à retourner à un usage agricole.

Le pétitionnaire indique que les remblais sont internes à l'activité pour s'affranchir de tous risques vis-à-vis de la nappe de Beauce. Aucun apport de matériaux extérieurs n'est autorisé, uniquement des stériles d'exploitation et de traitement des matériaux issus de la carrière

Le projet d'arrêté préfectoral propose cette mesure particulière à l'article 2.4.3.2

Le maire de Villeau et les propriétaires des terrains ont donné leur accord à la remise en état proposée par le pétitionnaire.

### **3.13 Dangers présentés par le site**

L'analyse préliminaire des risques du dossier ne met pas en évidence de scénario d'accident majeur.

Les risques présentés sont principalement des risques d'accident corporel pour les tiers et le personnel présents dans le périmètre de la carrière. Les mesures suivantes sont prévues :

#### **Accidents**

- Accès interdit aux tiers avec un site maintenu clos
- Communication des consignes d'utilisation des engins et mise en application par le personnel

#### **Incendie**

- Extincteurs à disposition du personnel
- Affichage des consignes de sécurité incendie
- Accès au site par les services de secours

#### **Pollution**

- Absence de stockage de produits liquides susceptibles de provoquer une pollution (notamment hydrocarbures)

- Ravitaillement en carburant des engins les moins mobiles à l'aide d'un dispositif de remplissage anti-fuites et au-dessus d'un dispositif de rétention étanche amovible, sous le contrôle d'un opérateur
- Ravitaillement en carburant des engins les plus mobiles au niveau de l'usine
- Entretien régulier des engins dans les ateliers du pétitionnaire

### 3.14 Garanties financières

L'exploitation sera réalisée en cinq périodes quinquennales.

Les garanties financières ont été estimées par le pétitionnaire. Celui-ci précise que les montants ont été calculés selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 09 février 2004, pour les carrières de type 2 : carrières en fosse ou à flanc de relief.

Les montants retenus sont calculés sur la base de l'indice TP01 de 103,6 de juillet 2015.

## 4 ENQUÊTE PUBLIQUE ET CONSULTATION ADMINISTRATIVE

### 4.1 Enquête publique

Avis de recevabilité : 19 juin 2015

Avis de l'autorité environnementale : 31 juillet 2015

Arrêté préfectoral d'enquête publique : 13 août 2015

L'enquête publique s'est déroulée du 01er octobre 2015 au 30 octobre 2015

Les communes situées dans le périmètre d'affichage sont : Villeau (commune d'implantation), Voves, Fains-la-Folie, Neuvy-en-Dunois, Villars, Montainville et Rouvray-Saint-Florentin.

Trois personnes sont venues consulter le dossier, une observation par un propriétaire terrain (M. COUTEAU) a été écrite : avis favorable au projet précisant "l'importance du calcaire friable" dans le secteur et le caractère "non polluant de l'exploitation".

### 4.2 Mémoire en réponse

Le commissaire enquêteur dans son procès verbal de synthèse a sollicité le pétitionnaire sur la possibilité d'envisager un suivi piézométrique ou d'affirmer l'absence d'utilisation d'eau sur la carrière.

Le mémoire en réponse du 10 novembre 2015 a été reçu par le commissaire enquêteur le 13 novembre 2015.

Pour les observations relatives aux eaux superficielles et souterraines, l'exploitant précise notamment que l'étude hydrogéologique n'a préconisé aucune mesure de prévention .

Le pétitionnaire indique également que les activités du site ne nécessitent ni prélèvement, ni rejet dans un cours d'eau. De plus aucun matériau extérieur n'est utilisé dans le cadre du remblayage.

### 4.3 Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur émet le 26 novembre 2015 un **avis favorable** à la demande de renouvellement et d'extension de la carrière d'extraction de calcaires marneux.

### 4.4 Avis des conseils municipaux

Le conseil municipal de Montainville donne un **avis favorable** à l'unanimité au projet par délibération du 23 septembre 2015.

Le conseil municipal de Voves donne un **avis favorable** à l'unanimité au projet par délibération du 26 novembre 2015.

L'inspection des installations classées ne dispose pas des avis des cinq autres municipalités à la date de rédaction du rapport.

### 4.5 Avis des services consultés

Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) : **Avis favorable** du 27 août 2015



## 5 PROPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES INTRODUITES DANS L'ARRÊTÉ

### 5.1 En relation avec la procédure d'instruction

Pour éviter toute destruction éventuelle d'œufs et de poussins d'oiseaux nichant sur les parcelles cultivées, les travaux de décapage sont réalisés en dehors du mois d'avril au mois de juillet inclus. Si un décapage s'avère indispensable entre le 1er mai et le 31 juillet, une inspection préalable des terrains est menée par un naturaliste compétent (bureau d'études spécialisé, association naturaliste) dans la quinzaine précédant les travaux pour vérifier l'absence de nid. Le projet d'arrêté préfectoral propose cette mesure particulière à l'article 9.4.3.

### 5.2 Selon l'analyse de l'inspecteur des installations classées

Concernant l'implantation du piézomètre proposée par le pétitionnaire, compte-tenu de l'épaisseur importante de matériaux laissés en place entre le carreau et le PHEC de la craie, et de la nature de ces matériaux (argiles à silex), le suivi piézométrique proposé par le pétitionnaire présente peu d'intérêt. Il est donc proposé d'abandonner la réalisation prévue du piézomètre. Le projet d'arrêté préfectoral propose cette mesure particulière à l'article 9.2.4.

Concernant la cote de fond de fouille, il importe de conserver la couverture d'argiles à silex. De ce fait, le carreau de la carrière a pour cote minimale 127 m NGF et en tout état de cause lorsque le toit de la formation d'argiles à silex est atteint. Le projet d'arrêté préfectoral propose cette mesure particulière à l'article 2.3.4.1.

Concernant les horaires de fonctionnement, le projet d'arrêté préfectoral propose que le fonctionnement en période de pointe (au-delà de 20 h) soit justifié et que les horaires et motifs de fonctionnement au-delà de 20 h soient consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Cette mesure particulière est prescrite à l'article 6.2.1.

## 6 AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les enquêtes publiques et administratives menées dans le cadre de l'instruction ont donné lieu à des **avis favorables**. Les réserves exprimées et les dispositions visant à protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement sont encadrées par des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral.

En conclusion, la DREAL émet un **avis favorable** à la demande sollicitée assortie des prescriptions du projet arrêté annexé au présent rapport.

## 7 CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Conformément à l'article R. 512-25 du Code de l'environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir de solliciter l'avis des membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, réunis en formation carrière sur le projet d'arrêté joint en annexe.